

Le bon capitalisme ...et ce qui devrait changer après la crise

Sebastian Dullien, Hansjörg Herr et Christian Kellermann

1. De la déréglementation des marchés financiers au « retour de l'Etat »

La récente crise financière a cruellement exposé les faiblesses du système économique actuel. Un événement économique relativement circonscrit – l'éclatement d'une bulle immobilière aux Etats-Unis – a conduit l'économie mondialisée au bord d'une nouvelle dépression et réveillé le souvenir de la crise économique mondiale de 1929.

L'économie allemande a reculé de plus de cinq pour cent – jamais elle n'avait connu pareille chute depuis la Seconde Guerre mondiale. Même si certains indices laissent espérer une stabilisation de la situation et un redémarrage de la croissance en Allemagne, il faut aussi s'attendre à de nouveaux revers, tant on peut s'interroger, dans la situation présente, sur le caractère durable de cette stabilisation.

Sebastian Dullien enseigne à l'Ecole supérieure de technologie et d'économie (Hochschule für Technik und Wirtschaft) de Berlin ; **Hansjörg Herr** enseigne à l'Ecole supérieure d'économie et de droit (Hochschule für Wirtschaft und Recht) de Berlin ; **Christian Kellermann** dirige le bureau scandinave de la Fondation Friedrich-Ebert à Stockholm.

Extrait du livre éponyme qui vient de paraître aux éditions Transcript Verlag, préfacé par Gesine Schwan

On n'en a pas fini avec la gestion de la crise. L'élément ayant engendré la chute de l'économie mondiale est précisément celui qu'on a considéré, au cours des dernières années, comme le principal moteur de sa croissance : l'imbrication croissante des marchés internationaux des capitaux et du commerce mondial, soutenu par des instruments financiers de plus en plus sophistiqués, qui ont permis d'enregistrer des bénéfices toujours plus considérables. La crise a montré que le système financier mondial ne permettait aucunement d'endiguer les conséquences néfastes de l'éclatement de la bulle immobilière américaine, mais agissait même comme un amplificateur mondial de l'effondrement de l'économie.

Peu de temps après le déclenchement de la crise, un consensus a émergé : on ne pouvait pas continuer ainsi, au moins en ce qui concerne la réglementation des marchés financiers. Rapidement, il est apparu que ces marchés financiers, qui pendant longtemps ont été insuffisamment régulés, étaient la cause principale du désordre mondial. Ceux-ci avaient développé à côté du système économique « normal » une sorte d'univers parallèle dans lequel même les initiés avaient parfois du mal à se retrouver. L'échec de l'autorégulation libérale des marchés financiers a d'ailleurs été le point de départ des initiatives des vingt « plus grandes puissances mondiales » (le G20) en faveur d'une réglementation des marchés financiers mondiaux. Ensemble, les membres du G20 veulent désormais lutter contre l'absence de réglementation des transactions et des acteurs financiers. Leur objectif englobe la recherche d'une plus grande

transparence et d'une plus grande responsabilité de la sphère financière vis-à-vis de l'économie, à l'échelle de la planète, des grandes régions et des pays.

Lorsqu'il est apparu, au cours de l'hiver 2008/2009, que la crise financière aurait également des conséquences dramatiques pour le reste de l'économie, les lignes ont commencé à bouger à un autre niveau : avec leurs plans de sauvetage de l'économie et une politique monétaire expansive, les grands pays industrialisés et les principaux pays émergents se sont efforcés de redresser la barre pour éviter la chute libre, et ont tenté de stabiliser à la fois l'économie réelle et les marchés financiers. Les mesures financières en faveur des banques et des grandes entreprises ont ainsi atteint des ordres de grandeur inconcevables auparavant. Soudain, on évoqua le « retour de l'Etat » ou de son rôle dans le pilotage de la politique économique sur le modèle keynésien - l'action de l'Etat pour stimuler la demande au sein d'un espace économique, théorisée par l'économiste John Maynard Keynes, que l'on associe étroitement au modèle économique des décennies d'après-guerre. Les institutions qui, à l'instar de la Commission européenne ou du Fonds monétaire international, avaient pendant des décennies tout misé sur la consolidation budgétaire et l'amélioration des conditions de l'offre, se livrèrent soudain à une surenchère pour appeler à des programmes conjoncturels toujours plus colossaux pour soutenir la demande. On ne débattait plus de l'opportunité d'une intervention publique pour soutenir la conjoncture, mais de la manière d'y procéder le plus rapidement et le plus efficacement possible, et ce au meilleur coût.

Mais le débat public a depuis longtemps dépassé ces simples questions techniques. Au plan politique, c'est la vision ultra-libérale d'un « Etat - veilleur de nuit » dans un marché qui domine tout (tant au plan national que mondial) qui en sort discréditée. Au sein de la population, on observe non seulement un rejet croissant du capitalisme financier, mais aussi un refus de plus en plus fort de l'idée selon laquelle le marché puisse être le seul mécanisme d'organisation. Le capitalisme est de plus en plus perçu comme un modèle qui n'a pas permis d'améliorer la qualité de vie de la majeure partie de la population, mais qui a en revanche offert des revenus colossaux à quelques chefs d'entreprises et quelques spéculateurs. Tout

à coup, revendiquer la fin de ce capitalisme financier est redevenu politiquement correct. Mais à quoi pourrait ressembler un nouveau modèle économique ? De quoi devrait être constitué un « bon capitalisme » dans une économie mondialisée ?

2. Corriger les erreurs capitales

Dans ce texte, nous élaborons une proposition pour un « bon capitalisme », dont les fondements doivent garantir la justice sociale et le développement écologique durable à un niveau élevé de prospérité. Ce nouveau modèle ne constitue aucunement un quelconque contre-projet au modèle économique et social existant, comme l'a été la tentative communiste de l'économie planifiée ; en effet, si, au plan purement intellectuel, les contre-projets radicaux peuvent s'avérer stimulants, ils ne seront d'aucune aide majeure face aux problèmes actuels. Le modèle économique existant, qui s'est notamment mis en place en Allemagne à partir des années 70, pose selon nous deux types de problèmes à qui il doit – et peut – être trouvée une solution.

(1) D'abord, les réformes des quarante dernières années ont été fondées sur une crédulité problématique à l'égard des marchés : on pensait voir en eux un mécanisme capable de s'autoréguler, et qui conduisait de lui-même à la stabilité, notamment à travers un taux d'emploi élevé et une répartition à peu près acceptable des richesses créées. Comme les marchés débridés ne fournissaient généralement pas le résultat escompté, on a augmenté les doses du traitement, et la politique a sans cesse conféré à l'économie des marges de liberté supplémentaires.

(2) Ensuite est apparu, à partir des années 70, un déséquilibre croissant entre les marchés mondiaux d'une part et l'échelon de régulation national d'autre part. Tant qu'on ne parviendra pas à résorber cette asymétrie, on sera bien en peine de garantir un développement stable de l'économie mondiale.

Pour tout nouveau modèle économique, l'une des questions centrales est de savoir quel rôle attribuer aux marchés financiers. A cet égard, il ne faut pas diaboliser le secteur de la finance et son dynamisme en matière de création de crédit. Certes, la surabondance de crédit est considérée comme la cause principale de la bulle sur le marché immobilier américain, et donc de la crise

actuelle. Mais il ne faut pas oublier que l'octroi de crédit et la croissance du crédit ne sont pas en soi mauvais. Au contraire, le crédit est le carburant de l'innovation et de la croissance. Nous pensons que le secteur financier a un rôle important à jouer dans une économie sociale et écologique. Toutefois, à la différence des années passées où les activités du secteur financier étaient devenues une fin en soi, il faut que la finance redevienne un prestataire de service, au service du reste de l'économie. Les marchés financiers doivent fournir à l'économie les moyens financiers nécessaires pour assurer un degré optimal de production et de distribution des biens et des services. Ils doivent fournir des capitaux-risques pour permettre l'innovation, en particulier dans le domaine de « l'économie verte ». Mais ils doivent aussi alimenter l'économie en capitaux « patients », pour permettre aux entreprises d'élaborer des stratégies à long terme et de planifier leurs activités dans la durée. Les conditions générales régissant l'activité des banques d'investissement, des fonds de placement, des banques d'affaires et des autres acteurs des marchés financiers doivent être conçues de telle sorte que le secteur financier pris dans son ensemble remplisse ces fonctions.

Naturellement, le secteur financier ne peut assumer ce rôle que dans la mesure où l'on n'aboutit pas à un surendettement ou à des crises liées à la dette de tel ou tel pays ou de secteurs particuliers de l'économie. Ce genre de crises détruit régulièrement les capitaux propres dont a besoin le secteur financier pour accorder aux entreprises les crédits nécessaires à leurs investissements productifs. Cela signifie que l'augmentation constante de l'endettement, qu'il s'agisse de celui des Etats ou de celui des ménages, ne peut pas être envisagée comme un moteur de la croissance, si l'on veut instaurer un nouveau modèle de croissance stable.

La crise a été précédée de certains déséquilibres mondiaux frappants, qui se sont notamment traduits par un déficit énorme de la balance des paiements courants des Etats-Unis. Cela indiquait que les Etats-Unis vivaient bien au-dessus de leurs moyens, ce dont profitaient en retour les grands pays exportateurs, Chine et Allemagne en tête. De tels déséquilibres entre pays sont supportables pendant un certain temps, mais lorsque le poids de la dette devient trop lourd, la confiance dans les marchés concernés disparaît, et se produisent alors des mouvements de capitaux aussi soudains que massifs, qui en-

traînent dans leur sillage un ralentissement de l'économie.

On peut déduire de cette réalité un résultat fondamental pour notre nouveau modèle économique : par-delà une meilleure réglementation des marchés financiers, les conditions générales de fonctionnement de l'économie doivent être conçues de façon à pouvoir générer de la demande sans accroître l'endettement.

A l'échelle mondiale, cela veut dire créer la demande par les salaires et les traitements, qui devraient, autant que faire se peut, croître dans tous les pays au même rythme que les gains de productivité et l'accroissement démographique. L'instrument central de gestion de cette demande est une politique salariale active qui veille à assurer des salaires justes pour tous. C'est pourquoi toute politique en faveur du marché du travail devrait prendre en compte les exigences macro-économiques liées au soutien de la demande. Ou, pour le dire en d'autres termes : les réformes du marché du travail ne doivent pas menacer la stabilité économique mondiale – comme cela a été le cas jusqu'ici.

De son côté, la politique financière a pour mission d'éviter l'accroissement des inégalités, et le cas échéant, de les corriger. La raison économique sous-jacente est toute simple : Les titulaires de hauts revenus consomment relativement moins que les personnes à revenus plus faibles. L'impact sur la demande est donc plus fort quand on relève les bas revenus que lorsqu'on octroie une réduction d'impôt supplémentaire à une millionnaire (sans même s'attarder sur la question de la justice sociale).

En outre, les grands déséquilibres entre pays sont le signe d'une tendance négative à l'endettement, et il faut donc les éviter – cela vaut d'ailleurs aussi bien pour les déficits que pour les excédents. Ou bien, comme l'exprimait Helmut Schmidt : « Personne ne peut durablement générer des excédents au détriment des autres, personne ne peut durablement consommer les excédents et les capitaux des autres pour faire fonctionner sa propre économie ». C'est pourquoi la politique monétaire d'un pays ou, dans le cas de l'Europe, d'une région du monde, doit, grâce à de nouveaux instruments, autres que la fluctuation des taux directeurs, servir à éviter et réduire les déséquilibres, tant sur les marchés financiers que dans les échanges commerciaux.

3. Pas de pas en arrière, deux pas en avant

L'important dans le « bon capitalisme » est de trouver le juste équilibre entre le marché, l'Etat et la société. Le capitalisme financier a de nouveau besoin de plus d'Etat sur bien des points. Mais tout cela ne doit aucunement signifier le retour au vieux modèle de l'Allemagne des années 1970. « Plus d'Etat », cela ne veut pas non plus dire rogner sur les libertés conquises au fil des ans dans nos sociétés.

Dans le « modèle allemand » des années 70, on avait certes intégré l'idée d'une réflexion à long terme impliquant étroitement l'industrie et les banques, regroupées autour d'un objectif : faire avancer « l'entreprise Allemagne ». Mais ce modèle perdit ses fondations avec la construction européenne et la mondialisation de la production. En outre, le modèle figeait des structures de pouvoir douteuses, qu'il fallait dépasser. Bien des groupes se retrouvaient exclus du marché du travail, ou du moins de certains postes. Pour les femmes, avoir un emploi était plus difficile dans les années 70 qu'aujourd'hui. Le retour au modèle des années 70 n'est donc ni souhaitable, ni possible, pas plus qu'on ne peut envisager de copier le modèle anglo-saxon qui vient de subir un échec criant, celui-ci ayant pour objectif principal l'augmentation à court terme de l'intérêt des actionnaires, la Shareholder value, et donnant au marché financier un poids excessif dans l'économie.

Adopter un nouveau modèle économique représente un projet extrêmement ambitieux. De nombreuses composantes du modèle ne peuvent pas être mises en œuvre dans une démarche purement nationale, et certainement pas par un pays qui, comme l'Allemagne, est membre de l'Union européenne, et donc étroitement lié à ses voisins, tant aux plans économique que juridique. En outre, dans de nombreux domaines, l'échelon supranational semble le niveau de régulation le plus approprié, pour des raisons économiques essentielles. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les marchés financiers et leurs acteurs. Les capitaux sont extrêmement mobiles, et recherchent en permanence le site optimal (du point de vue capitalistique) ; celui-ci se trouve souvent sur une « place offshore » déréglementée, dans laquelle la fiscalité et les organismes de surveillance sont quasi-inexistants. Abstraction faite des injustices que cela représente, un tel « arbitrage en faveur de la déréglemen-

tation » mine toute réglementation effective. Il faut donc parvenir à coordonner la réglementation des marchés financiers à l'échelle mondiale. Sur d'autres points aussi, et notamment sur la question des déséquilibres mondiaux, il est absolument nécessaire de parvenir à une coordination à l'échelon international.

Il n'en est pas moins vrai que dans de nombreux domaines, chaque pays peut commencer à effectuer son passage à un nouveau modèle économique. Par exemple, la diminution de l'énorme excédent de la balance des paiements courants de l'Allemagne pourrait démarrer par une inflexion de la politique salariale allemande et par un renforcement de la redistribution fiscale au plan national. Sur ces deux points, la coordination avec l'étranger n'est pas nécessaire, et ces sujets ne susciteraient pas de conflits avec nos partenaires européens. En outre, moins de déséquilibres au sein de la troisième ou la quatrième puissance économique mondiale signifie nettement moins de déséquilibres à l'échelle mondiale.

4. Le « bon capitalisme », un modèle qui repose sur quatre piliers

L'idée que le capitalisme est un système autorégulé conduisant à la stabilité et à la prospérité de tous a été une erreur, et restera à jamais une erreur. Les marchés doivent toujours s'inscrire dans un cadre institutionnel et un système de réglementations, sous peine de développer des forces destructrices. La question n'est donc pas de savoir si l'Etat doit intervenir dans le fonctionnement des marchés, mais comment. Afin de déployer sa (« bonne ») dynamique productive tout en s'affranchissant le plus possible de ses tendances destructrices, le capitalisme doit être tenu en bride, à la fois par l'Etat et par la société. La bride ne doit être ni trop lâche, ni trop serrée. Dans un monde idéal, le capitalisme mondial doit aussi avoir une réglementation ou une bride mondiale, pour filer la métaphore. Mais même sur le plan national ou régional, quelques précautions utiles peuvent déjà être prises. Un pays comme l'Allemagne dispose de marges de manœuvre suffisantes pour organiser ses propres priorités économiques internes et son propre degré d'implication dans la mondialisation. Voilà à quoi ressemble selon nous une solution alternative faisable pour l'Allemagne, en appui sur les quatre piliers suivants :

Premier pilier : Les banques et le système financier

Les systèmes financiers constituent le « cerveau » des systèmes économiques. Ils revêtent une importance cruciale pour leur développement dynamique, mais peuvent aussi conduire l'économie à sa perte. De fait, un système financier en bon état de marche remplit dans une économie moderne au moins quatre fonctions indispensables à un processus durable de croissance. En premier lieu, en créant du crédit, il permet aux entreprises, et en particulier aux entreprises innovantes, de procéder à des investissements et de mener à bien leurs productions. Deuxièmement, en assurant une meilleure répartition globale du risque, il contribue à ce qu'un plus grand nombre d'entreprises puissent prendre des risques, ce qui conduit tendanciellement à davantage d'innovation et de croissance économique. Ensuite, un système financier qui fonctionne correctement devrait accorder des crédits aux secteurs et aux entreprises les plus à même de générer avec ces fonds une croissance durable. Enfin, il aide à collecter de petites sommes auprès d'un grand nombre d'épargnants, et à les rendre disponibles pour de grands projets d'investissement. Le système financier devrait donc prêter aux entreprises suffisamment de fonds, et aider les entreprises innovantes, même en prenant des risques plus élevés. Mais pour ce faire, la pléthore de produits financiers actuels, finalement très similaires, n'est pas nécessaire, pas plus que l'ampleur prise par les marchés des produits dérivés, dont la croissance est gigantesque. Par ailleurs, à travers la spéculation et les actions à court-terme, les marchés des actions et de l'immobilier et les stratégies d'entreprises, axées sur la maximisation du bénéfice immédiat, n'ont en rien soutenu le développement à long terme des économies. Des systèmes financiers relativement solides suffisent pour financer les investissements et l'innovation par l'expansion du crédit.

Ce qu'il faut faire¹ :

- Maintenir des systèmes bancaires à plusieurs branches avec un secteur public fort (caisses d'épargne et banques coopératives) ;

- mettre en place des règles plus strictes pour les capitaux propres des institutions financières concernant tous les risques à porter au bilan ; les risques élevés doivent apparaître de façon transparente et s'appuyer sur des fonds propres adéquats ;
- concevoir des aménagements anticycliques de la réglementation des marchés financiers (réduction du rôle des modèles de risque quantitatifs propres aux banques, réforme de la convention Bâle II) ;
- créer une instance européenne de surveillance des banques ;
- strictement interdire les activités avec des places offshore ;
- établir une réglementation applicable à l'ensemble des instituts financiers selon les fonctions qu'ils exercent sur le marché ;
- mettre en place de nouvelles règles de titrisation, notamment à travers une agence d'homologation ou un « contrôle technique » des produits financiers, et imposer la conservation du risque auprès du premier titulaire en cas de cession de créances, pour les tranches de risque les plus élevées ;
- installer une chambre de compensation pour les produits dérivés et strictement interdire les transactions non soumises à la surveillance des marchés boursiers (activités OTC) ;
- étendre les compétences des organismes de surveillance des banques et des marchés financiers, qui devront à l'avenir collecter et agréger des données sur les marchés financiers et intégrer une perspective macro-économique ;
- abandonner la « comptabilité en juste valeur » et adopter le principe de la valeur minimale ;
- réformer les agences de notation et créer des agences publiques ;
- mettre en place des règles strictes encadrant les bonifications des dirigeants ;
- juguler le court-termisme des marchés financiers et ses effets sur l'ensemble de l'économie : renoncer au principe de la Shareholder-Value (l'intérêt de l'actionnaire prioritaire) dans la gestion d'entreprise et accroître le rôle de tous les acteurs (stakeholders) dans l'entreprise ;
- élargir la palette d'outils dont dispose la banque centrale : ajouter à l'action sur les taux d'intérêts des règles variables en matière de fonds propres pour les crédits immobiliers (modulées par secteur et par région), le contrôle des mouvements de capitaux, et l'intervention sur les marchés des devises.

¹ Vous trouverez les explications détaillées et motivées de chacune des mesures au chapitre 4 du livre « Le bon capitalisme ».

Deuxième pilier : Les salaires et le marché du travail

Le pouvoir d'achat, qui constitue la principale source de la demande dans les économies développées, devrait s'appuyer sur une répartition relativement équilibrée des revenus, et pas sur une extension des crédits à la consommation. Pour obtenir une telle répartition équilibrée des revenus, plusieurs mesures sont nécessaires: premièrement, inverser la tendance à la baisse de la part relative des salaires dans le revenu national, due essentiellement à la montée en puissance, au débordement et à la voracité du système financier en termes de risque et de rendement. Deuxièmement, modifier la structure des salaires en relevant les salaires les plus bas. Troisièmement, l'Etat doit intervenir dans la répartition des revenus imposée par le marché, par le biais des impôts et des dépenses publiques, y compris en mettant à disposition des biens publics. Les régimes publics de protection sociale ont à cet égard un rôle important à jouer, mais ils ne sont pas les seuls.

Ce qu'il faut faire :

- Orienter l'évolution des salaires par rapport à la productivité de l'ensemble de l'économie et aux objectifs d'inflation fixés par la banque centrale ;
- mettre en place des salaires minimums légaux et harmonisés, pour limiter les inégalités dans la répartition des revenus, et pour écarter les menaces déflationnistes ;
- renforcer les conventions collectives nationales en rendant obligatoire l'affiliation des entreprises aux fédérations professionnelles, ou en déclarant obligatoire l'application générale des conventions collectives qui sont signées ;
- renforcer les droits de co-détermination des salariés dans les entreprises ;
- conditionner les attributions de commandes publiques au respect de normes minimales en matière de salaires et de conditions de travail ;
- créer une assurance chômage commune à l'échelon de l'Union monétaire européenne, afin notamment de renforcer la cohésion régionale ;
- définir un ancrage européen du salaire minimum (le salaire minimum doit représenter 60% du salaire moyen national) et créer une commission européenne du salaire minimum ;
- coordonner la politique salariale sur la base de lignes directrices européennes en

matière de salaires ;

- soutenir la constitution de syndicats européens, de fédérations patronales européennes, et les négociations entre partenaires sociaux européens ;

Troisième pilier : Les budgets publics

Dans un capitalisme réformé, avec de nouvelles réglementations, on ne saurait concevoir un engagement plus fort de l'Etat sans qu'il puisse s'appuyer sur des recettes financières justes et solides, qui permettent de maîtriser la dette publique par rapport au produit intérieur brut. La fiscalité sert d'une part à corriger la répartition des revenus, mais aussi à investir, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la recherche, des infrastructures et de la protection sociale. La solidité du financement des Etats est la condition nécessaire à une stabilisation anticyclique de l'économie par des stabilisateurs automatiques, et à la fourniture de services publics de la meilleure qualité possible.

Ce qu'il faut faire :

- Faire adhérer les titulaires de tous revenus aux régimes obligatoires d'assurance retraite, maladie et chômage ;
- mettre en place des taux minimums européens d'imposition des entreprises ;
- centraliser davantage la politique financière dans la zone euro, par le biais d'impôts européens et en créant des possibilités d'endettement au niveau de l'UE ;
- utiliser une politique budgétaire anticyclique à l'échelon européen, notamment en coordonnant la politique budgétaire dans l'Union économique et monétaire ou dans l'Union européenne ;
- développer la péréquation financière au sein de l'Union européenne, pour pouvoir mieux venir en aide aux pays qui traversent des phases difficiles ;
- mettre en place un nouveau pacte de stabilité de l'euro pour corriger les déséquilibres de la balance des paiements courants.

Quatrième pilier : Le monde

Nous plaçons pour un modèle économique qui soutienne les gains de productivité et l'innovation, caractérisé par un système financier à la fois stable et dynamique, et qui s'appuie sur une croissance des pays du monde ; cette croissance repose fondamen-

talement sur une croissance de la demande intérieure ou régionale, financée par les hausses des revenus, et qui empêche ainsi les grands déséquilibres de la balance des paiements courants des pays. L'économie mondiale devrait être caractérisée par un système de taux de change relativement stables, qui peuvent être ajustés en cas de déséquilibres majeurs. Les déséquilibres des balances des paiements courants doivent être combattus par des politiques monétaires et budgétaires appropriées – et aussi par les évolutions salariales correspondantes au sein des unions monétaires telles que l'Union économique et monétaire européenne. Si de trop grands déséquilibres apparaissent dans les balances des paiements courants, il faut envisager des ajustements des taux de change. Au sein des unions monétaires, ces ajustements ne sont pas possibles ; une plus grande intégration et une plus grande coopération sont donc nécessaires entre les pays membres de ces unions monétaires.

Ce qu'il faut faire :

- Revenir à des taux de change stables avec un ensemble de règles d'ajustement claires lorsqu'apparaissent des déséquilibres dans les balances des paiements courants, en coordonnant mieux les politiques monétaires et budgétaires entre les pays, en contrôlant les mouvements de capitaux et en intervenant sur les marchés des changes ;
- renforcer le rôle du Fonds monétaire international dans la coordination de la politique économique, après l'avoir réformé en profondeur ;
- instaurer un comité international fort chargé de la surveillance des marchés financiers internationaux auprès de la Banque des règlements internationaux à Bâle ;
- renforcer le rôle des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international pour la « monnaie internationale » ;
- mettre en place une Cour internationale de la dette des Etats, pour favoriser une répartition équitable des dettes entre les créanciers (privés) et les débiteurs dans les cas de surendettement d'un pays ;
- apporter un soutien mondial à la fourniture de biens publics internationaux, comme par exemple des solutions aux problèmes globaux d'environnement ;
- à l'échelle européenne, promouvoir le dialogue macro-économique entre les partenaires sociaux pour permettre une meilleure coordination des négociations salariales sur les marchés nationaux du travail.

Le « bon capitalisme » offre des conditions de vie économique relativement sûres. Il n'est pas acceptable que les salariés ou les entreprises deviennent les pions de marchés totalement déstabilisés – comme nous l'avons vu après la crise des subprimes. Les emplois précaires et le chômage de masse affaiblissent les syndicats et les salariés. Il faut donc poursuivre des politiques qui maintiennent le chômage à un niveau bas et qui interdisent les emplois précaires. L'extension des droits de co-détermination et des droits des salariés est essentielle à l'équilibre des forces entre le travail et le capital.

Même si les réformes que nous proposons étaient mises en œuvre, il existerait encore suffisamment de place pour les marchés, qui constituent par divers aspects un élément de la liberté des individus. Il ne s'agit donc pas de supprimer les marchés ou de les remplacer, mais plutôt de les inscrire dans des institutions et des réglementations, en particulier en ce qui concerne les marchés financiers et les marchés du travail.

5. Le bon capitalisme est possible !

Nombreux sont les lecteurs qui auront pensé, à divers endroits du texte : oui, c'est une bonne idée, mais elle est malheureusement totalement irréaliste. Des taux de change fixes à l'échelle planétaire ? Les Américains n'accepteront jamais. Augmenter les impôts pour une meilleure redistribution des richesses en Allemagne ? Les lobbies patronaux sont bien trop puissants pour que cela fonctionne, voyons ! Renforcer le poids des conventions collectives nationales en Allemagne ? Des centaines d'économistes allemands inonderont les boîtes aux lettres des hommes politiques de lettres de protestation... On pourrait continuer cette liste à l'infini.

Nous croyons que ce scepticisme n'est pas de mise. L'histoire économique est pleine de rebondissements spectaculaires. Ainsi, pendant longtemps, on a considéré comme inconcevable le fait que la monnaie puisse ne pas être couverte par des métaux précieux. Aujourd'hui, plus aucune monnaie importante dans le monde n'est échangeable en or ou en argent auprès des banques centrales. Au début de la grande dépression, dans les années 30, on considérait que l'Etat ne pouvait ni ne devait rien faire contre les coups du sort de la conjoncture. Moins d'une demi-décennie plus tard, avec sa « théorie générale », John Maynard

Keynes renversait totalement cette façon de penser. Jusqu'au début de la crise, en 2007, on n'aurait pas davantage imaginé que les gouvernements britannique et américain deviennent actionnaires des grandes banques privées de leurs pays respectifs. Aujourd'hui, des pans entiers des systèmes financiers de ces deux pays dépendent de l'Etat ou en sont devenus la propriété. Si une telle évolution s'accompagne de changements durables dans les rapports entre le marché et l'Etat, de profonds bouleversements dans la manière actuelle de concevoir l'économie peuvent apparaître.

L'Union monétaire européenne constitue un autre exemple : lorsque le « Plan Werner » proposait en 1970 d'introduire une monnaie unique en Europe, cela semblait totalement utopique. Même lors de la négociation du traité de Maastricht au début des années 90, rares étaient ceux qui considéraient l'idée d'une monnaie européenne unique comme réaliste. On disait souvent que les Allemands ne seraient jamais prêts à renoncer à leur mark. Aujourd'hui, payer en euros est devenu une évidence pour tout le monde. Naturellement, cela ne veut pas dire que l'architecture de l'euro n'apporte aux gens que de bons services et correspond à notre vision du « bon capitalisme ». Mais la monnaie commune pourrait faire avancer l'intégration politique de l'Europe face à la crise actuelle, ce qui constituerait le point de départ d'une avancée supplémentaire vers notre nouveau modèle économique.

Les crises offrent des opportunités : les crises soudaines montrent souvent que quelque chose ne fonctionnait pas dans la pensée dominante. Elles offrent l'occasion de s'interroger sur toutes les théories et tous les intérêts qui n'ont jamais été remis en cause pendant longtemps et qu'on a considéré comme généralement admis juste parce qu'ils étaient très répandus. Ainsi, la crise offre la chance de revenir un pas en arrière et de vérifier les dysfonctionnements de l'économie au cours des dernières décennies et les raisons qui expliquent pourquoi notre système économique n'a pas toujours contribué à accroître le bien-être du plus grand nombre. Le projet de mondialisation néo-libérale n'a pas vraiment permis à beaucoup de personnes, y compris en Allemagne, de participer à la création de richesse dans la société ; au contraire, il a engendré la précarité et le risque d'exclusion sociale. Les systèmes de protection sociale ont, au moins partiellement, été soumis aux humeurs des marchés financiers ; les projets

de vie, tant professionnels que privés, ont été bouleversés par les crises et les nouvelles méthodes de management. Une part importante et croissante de la société a au moins le sentiment d'être un pion, une balle avec laquelle joue un marché de moins en moins contrôlé et de plus en plus violent. La cohésion sociale est menacée par la résignation ou les troubles sociaux. Au vu de ces dangers, la nécessité de mieux réguler la mondialisation ne fait aucun doute.

Nous considérons en outre que le capitalisme financier, tel qu'il est apparu au cours des dernières décennies, mais aussi la déréglementation des marchés du travail et d'autres éléments du projet néo-libéral, ont contribué à rendre l'économie mondiale beaucoup plus fragile et exposée aux catastrophes économiques et sociales du type de la grande dépression des années 30. La crise des subprimes en est la démonstration. Dans les pays riches, cette crise a déchaîné de la manière la plus brutale le côté destructeur de ce capitalisme, tandis que dans les pays en développement et les pays émergents, l'effondrement de l'économie faisait, depuis longtemps déjà, partie de la réalité. Puisque ce type « d'accidents » est potentiellement capable de précipiter des millions de personnes dans la pauvreté et de réduire à néant les progrès économiques et sociaux d'années, voire de décennies entières, il faut réguler le capitalisme de façon à le rendre moins vulnérable aux crises.

Même si, de prime abord, l'objectif à long terme d'un « bon capitalisme », jugulé par des institutions et des règles, peut sembler irréaliste, bien des étapes sur cette voie sont parfaitement concevables et font déjà l'objet d'un débat politique aujourd'hui. Et puisque tout long chemin doit commencer par un premier pas, d'autres propositions plus ambitieuses pourront être mises en œuvre à la suite de ces premières évolutions. C'est une question de volonté politique – et naturellement de possibilités politiques. Tout dépend des rapports de force au sein des sociétés et entre elles, car c'est sur ces rapports de force que se bâtiront les marges de manœuvre politiques. Il est donc important d'engager dès à présent les premières réformes, pour pouvoir à plus long terme en envisager d'autres, et les mettre en œuvre.

L'essentiel est de savoir vers quoi nous tendons. Au cours des décennies écoulées, tous les responsables politiques ne semblent pas avoir toujours eu une vision claire de ce à quoi devraient finalement ressembler notre

société et notre système économique à l'issue des réformes engagées. C'est ainsi que bien des réformes ont été présentées sur un mode défensif ; on a ainsi dit qu'elles étaient nécessaires pour préserver ce qui restait de l'Etat social. Au bout du compte, les changements n'ont pas accru la capacité de résistance de l'économie ; ils ont même au contraire accentué les déséquilibres économiques mondiaux – notamment parce que leur mise en œuvre ne s'accompagnait pas d'une vision d'ensemble suffisante. Mais le modèle que nous esquissons ici le montre : le « bon capitalisme », une solution alternative à la logique économique libérale des rapports entre Etat, entreprises et société, n'est pas seulement envisageable ; il est surtout possible !

Autres articles de la FES Paris à télécharger sur le site

<http://www.fesparis.org/publications.php>

Les bases d'une stratégie européenne de prospérité durable,

Groupe de Travail sur l'Europe, avril 2010

Les sociaux-démocrates d'Europe face à la crise,

Werner Perger, mars 2010

Les parties écologistes en Europe ; évolution et perspectives,

Saskia Richter, janvier 2010

Les syndicats en Allemagne: Organisation, contexte, enjeux,

Heiner Dribbusch, janvier 2010

La nouvelle Ostpolitik allemande et la politique européenne de voisinage,

Annegret Bendiek + Jürgen Neyer, août 2009

Une politique européenne des revenus pour plus de croissance et de justice ,

Michael Dauderstädt, juin 2009

Energie nucléaire - abandon ou renaissance?,

Lutz Mez, juin 2009

Pour une Europe du progrès social,

Document de position commun du SPD et du DGB, mai 2009

Vers une meilleure cohérence sociale en Europe,

Klaus Busch, octobre 2009

Les programmes de relance allemandes: un aperçu détaillé,

Ministère des Finances allemand, juin 2009

Le retour de la Deutschland AG

Anke Hassel, mars 2009